

Xavier Ragot (OFCE): «Les inégalités sont plus le fait de choix politiques que du capitalisme»

Pour le président de l'OFCE, les économistes doivent être plus pédagogues et plus présents, quitte à prendre des coups

Les faits — En matière de pouvoir d'achat comme d'inégalités, les perceptions de la majorité des Français diffèrent des mesures statistiques.

Xavier Ragot est président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), un organisme de recherche, de prévisions et d'évaluation des politiques publiques, qui publie notamment des [analyses des gagnants et des perdants des lois de finances](#).

Quelle est la responsabilité des statisticiens pour que les politiques publiques prennent mieux en compte le bien-être et l'environnement ?

Les économistes sont tous d'accord qu'il faut dépasser le PIB pour aller vers le bien-être. Cependant, ce débat autour des indicateurs cache la question centrale : qu'est-ce que le bien-être ? Les divergences politiques sur le sujet sont très fortes. Pour les générations jeunes et futures, les dommages causés à l'environnement représentent une dégradation très importante de leur bien-être. Pour d'autres, [le bien-être se mesure à la fin du mois](#). La définition du bien-être est un enjeu politique. Il faut donc associer les personnes concernées à la définition des indicateurs, à l'échelle d'une ville par exemple, ou bien fournir des indicateurs plus focalisés.

Prenons l'exemple de l'environnement. Pour réduire les émissions de CO₂, il faut réduire la consommation d'énergies fossiles qui émettent du CO₂. Cela peut réduire le bien-être de certains mais augmenter celui d'autres, notamment les générations futures. La façon dont on intègre ces effets dans un indicateur de bien-être est difficile, comme on peut le voir en France en ce moment, et comme l'élection de Trump le montre. En cette matière, le rôle du statisticien est de fournir un indicateur plus focalisé sur les émissions de CO₂ pour aider à convaincre politiquement de l'importance du réchauffement climatique.

Idem pour réduire les inégalités : le plus efficace à long terme, c'est d'augmenter la taxe sur l'héritage, pour que chacun dans sa vie ait un revenu qui corresponde à son mérite. On sait comment faire, mais il n'est pas sûr que les gens le veuillent vraiment, et pas seulement parce qu'ils ont une vision déformée de la distribution des richesses. Dans notre pays très socialisé, où plus de la moitié de la richesse nationale passe par les mains de l'Etat, de nombreuses tendances, comme les inégalités, sont plus le fait de choix politique que de la nature même du capitalisme.

Les inégalités sont un bon exemple de la difficulté de résumer la politique à un indicateur. Les inégalités de revenu ont faiblement augmenté dans la crise en France, à la différence des Etats-Unis. Le trait singulier est par contre la très faible mobilité sociale en France

Beaucoup de Français pensent pourtant que le capitalisme accentue les inégalités, citant à l'appui Thomas Piketty...

Ce n'est pas vrai et les inégalités sont un bon exemple de la difficulté de résumer la politique à un indicateur. [Les inégalités de revenu ont faiblement augmenté dans la crise en France](#), à la différence des Etats-Unis. Le trait singulier est par contre la très faible mobilité sociale en France. Les pauvres le restent six

générations en France, et seulement deux au Danemark, qui a un Etat-providence de taille similaire. Certes, il faut donner des revenus aux plus pauvres, mais il faut surtout qu'ils bougent dans la distribution des revenus. Je vous donne un indicateur : les enfants d'ouvriers représentent 1 % des élèves de l'Ecole Polytechnique alors qu'ils sont environ 30 % d'une classe d'âge. La volonté récente du gouvernement de favoriser la mobilité des étudiants va dans le bon sens, et il faut donner les moyens de la mobilité aux étudiants modestes.

Pour autant, je n'aime pas les critiques sur l'absence de culture économique des Français. Si les gens ne comprennent pas les indicateurs, c'est qu'on ne leur explique pas bien, qu'il y a une absence de clarté des analyses des économistes.

Comment choisissez-vous quels chiffres mettre en avant ?

La demande d'indicateurs varie avec les opinions politiques. Certains veulent insister sur la différence entre France et les autres pays européens en matière d'exportations, d'autres sur les inégalités entre territoires et personnes. Il faut répondre à ces demandes de mesures pour aider tous les aspects du débat. Aujourd'hui, il y a surtout un gros problème de lisibilité du social. Cela recouvre des questions sensibles, compliquées à mettre dans le débat public, d'autant plus dans des moments de tensions sociales où les chiffres sont surinterprétés. Il est très difficile d'expliquer sans avoir l'air de manipuler. Nous ne devons pas céder à la tentation de nous mettre en retrait, au contraire, mais être très pédagogique et accepter de créer des mécontents, lorsque le chiffre ne plaît pas. C'est pourquoi nous allons **plus évaluer encore les politiques**, notamment en **2022** avec les programmes économiques des candidats.

L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

Cogito ergo sum

Comment s'explique la défiance envers la statistique ?

Jade Grandin de l'Eprevier

Grand débat

L'Insee, nouvelle cible du populisme

Jade Grandin de l'Eprevier

Accrochage

Oui, les inégalités sont bien restées stables en France depuis la crise

Jade Grandin de l'Eprevier

VIDÉO RECOMMANDÉE